

3



**transat**

Rapport trimestriel  
Période terminée le  
31 juillet 2004



#### Les agences de voyages et la distribution

Club Voyages

exitnow.ca

TravelPlus

Voyages en Liberté

Club Voyages (France)

#### Les voyagistes expéditifs

Auratur

Kilomètre Voyages

Révatours

Vacances Transat Holidays

World of Vacations/Nolitour

BrokAir

Look Voyages

Vacances Transat (France)

#### Le transport aérien

Air Transat

Handlex

Star Airlines

#### Les voyagistes réceptifs et les services à destination

Transat Holidays USA

Cameleon

DMC Transat

Jonview Canada

Trafic Tours

Tourgreece

Amérique du Nord

Europe

Transat A.T. inc. est une société intégrée qui se spécialise dans l'organisation, la commercialisation et la distribution de voyages vacances. Le cœur de son organisation est formé de voyagistes implantés au Canada et en France. Transat est également active dans le transport aérien et les services à valeur ajoutée offerts à destination. Enfin, Transat s'est assurée d'une présence dynamique dans la distribution par l'entremise de réseaux d'agences de voyages.

Transat est avant tout une équipe qui privilégie la rigueur et l'efficacité afin d'offrir à une très vaste clientèle des voyages vacances de qualité, à des prix accessibles. Déjà considérée comme un chef de file au Canada, Transat entend conserver sa notoriété dans l'industrie du voyage vacances en Amérique du Nord et en Europe, en continuant de faire du client sa priorité.

[www.transat.com](http://www.transat.com)

#### Siège social

Transat A.T. inc.  
Place du Parc  
300, rue Léo-Pariseau, bureau 600  
Montréal (Québec) H2X 4C2  
Téléphone : (514) 987-1660  
Télécopieur : (514) 987-8035

#### Agent des transferts et agent comptable des registres

Société de fiducie Computershare  
du Canada

#### Cote officielle

Les actions ordinaires  
et les débetures cotées de  
la société sont inscrites à la cote  
de la Bourse de Toronto sous  
les symboles TRZ et TRZ.DB.

# Rapport de gestion

## Points saillants financiers des trois mois et neuf mois terminés les 31 juillet

(en milliers de dollars canadiens)

|  | Trois mois                     |                                |             |            | Neuf mois  |            |             |            |
|--|--------------------------------|--------------------------------|-------------|------------|------------|------------|-------------|------------|
|  | 2004<br>\$                     | 2003<br>\$                     | Écart<br>\$ | Écart<br>% | 2004<br>\$ | 2003<br>\$ | Écart<br>\$ | Écart<br>% |
| <b>États consolidés des résultats</b>          |                                |                                |             |            |            |            |             |            |
| Revenus  | 499 118                        | 444 121                        | 54 997      | 12,4       | 1 732 542  | 1 692 019  | 40 523      | 2,4        |
| Marge <sup>1</sup>                             | 28 120                         | 2 531                          | 25 589      | 1 011,0    | 124 406    | 47 776     | 76 630      | 160,4      |
| Bénéfice net<br>(perte nette)                  | 12 823                         | (10 088)                       | 22 911      | 227,1      | 61 083     | (1 686)    | 62 769      | 3 722,9    |
| Bénéfice (perte)<br>de base par action         | 0,36                           | (0,33)                         | 0,69        | 209,1      | 1,77       | (0,13)     | 1,90        | 1 461,5    |
| Bénéfice (perte)<br>dilué(e) par action        | 0,31                           | (0,33)                         | 0,64        | 193,9      | 1,49       | (0,13)     | 1,62        | 1 246,2    |
| <b>États consolidés des flux de trésorerie</b> |                                |                                |             |            |            |            |             |            |
| <b>Activités</b>                               |                                |                                |             |            |            |            |             |            |
| d'exploitation                                 | 66 023                         | 45 037                         | 20 986      | 46,6       | 195 690    | 110 352    | 85 338      | 77,3       |
|  | Au<br>31 juillet<br>2004<br>\$ | Au<br>31 octobre<br>2003<br>\$ | Écart<br>\$ | Écart<br>% |            |            |             |            |
| <b>Bilans consolidés</b>                       |                                |                                |             |            |            |            |             |            |
| <b>Espèces et quasi-espèces</b>                |                                |                                |             |            |            |            |             |            |
|  | 490 976                        | 349 125                        | 141 851     | 40,6       |            |            |             |            |
| <b>Dettes</b>                                  |                                |                                |             |            |            |            |             |            |
| <b>(à court terme et à long terme)</b>         |                                |                                |             |            |            |            |             |            |
|  | 31 301                         | 65 331                         | (34 030)    | (52,1)     |            |            |             |            |
| Dettes totales <sup>2</sup>                    | 552 350                        | 595 249                        | (42 899)    | (7,2)      |            |            |             |            |
| Dettes nettes <sup>3</sup>                     | 183 688                        | 352 297                        | (168 609)   | (47,9)     |            |            |             |            |

<sup>1</sup> Les revenus moins les dépenses d'exploitation (mesure financière non conforme aux PCGR utilisée par la direction comme indicateur pour évaluer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente).

<sup>2</sup> La dette plus les ententes hors bilan présentées à la page 12 (mesure financière non conforme aux PCGR utilisée par la direction pour déterminer les besoins futurs de liquidités de la société).

<sup>3</sup> La dette totale moins les espèces et quasi-espèces non détenues en fiducie ou autrement réservées (voir la note 3 afférente aux états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés pour le troisième trimestre de 2004) (mesure financière non conforme aux PCGR utilisée par la direction pour évaluer sa situation de trésorerie).

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour les trois mois et neuf mois terminés le 31 juillet 2004 par rapport aux trois mois et neuf mois terminés le 31 juillet 2003 et doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour les troisième trimestres de 2004 et 2003, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2003 qui comprend le rapport de gestion et une section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour sur le troisième trimestre de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2003. Les risques et incertitudes énoncés dans le rapport de gestion du rapport annuel de 2003 et dans la notice annuelle de 2004 déposés auprès des commissions canadiennes des valeurs mobilières sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés.

Ce rapport de gestion contient également certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. En soi, ces déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Nous considérons que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables, mais nous avisons le lecteur que ces hypothèses à l'égard d'événements futurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté, pourraient se révéler incorrectes puisqu'elles sont soumises à des risques et à des incertitudes qui touchent nos activités. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 8 septembre 2004.

Nos états financiers sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Dans ce rapport de gestion, nous présenterons parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Ces mesures n'ont pas de sens prescrit par les PCGR, et il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Elles ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas remplacer d'autres mesures du rendement préparées en vertu des PCGR. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions «Transat», «nous», «notre» ou la «société», sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

## APERÇU

Transat compte parmi les plus grands fournisseurs entièrement intégrés de voyages vacances et de services de voyage de calibre international au monde. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et dans deux secteurs géographiques, plus précisément le Canada et la France.

L'activité principale de Transat réside en des forfaits voyages vacances et des vols nolisés.

Transat a comme objectifs de maintenir son leadership au Canada et d'accroître sa notoriété dans le secteur des voyages vacances en Amérique du Nord et en Europe.

La stratégie de croissance à long terme de la société exige qu'elle se concentre sur ses activités principales : les voyages vacances et leurs produits connexes. Cette stratégie vise surtout la maximisation de la valeur pour les actionnaires.

Les objectifs suivants ont été établis pour l'exercice 2004 :

- ramener Look Voyages à la rentabilité en 2005;
- poursuivre l'intégration de la technologie Internet à notre modèle d'entreprise;
- tirer profit des gains de souplesse et continuer de diminuer les coûts du transporteur aérien;
- repositionner notre marque sur le marché afin d'appuyer notre stratégie d'intégration verticale;
- recenser des possibilités de croissance en Amérique du Nord et en France.

Le 13 juillet 2004, Transat a annoncé la mise en œuvre d'un plan visant à réorganiser et repositionner Look Voyages que nous décrivons plus loin dans le présent rapport. Ce plan constitue notre dernier effort afin de ramener cette filiale à la rentabilité. Par conséquent, nous avons modifié notre objectif à l'égard de Look Voyages et estimons que nous serons en mesure de ramener cette filiale à la rentabilité vers la fin de la deuxième moitié de 2006 au lieu de 2005.

Afin de réussir la mise en œuvre de la stratégie de la société et d'atteindre ses objectifs, nous avons recensé les principaux inducteurs de performance suivants :

- part de marché;
- réduction des coûts;
- marge.

La capacité de la société de réaliser les objectifs qu'elle s'est fixée repose sur les ressources financières et non financières. Les ressources financières comprennent les espèces non détenues en fiducie ou autrement réservées et nos lignes de crédit. Les ressources non financières regroupent notre image de marque, notre structure, nos relations avec les fournisseurs et nos employés.

Nos activités, stratégies et objectifs, de même que les inducteurs de performance et les ressources requises pour mettre en œuvre ces stratégies et atteindre les objectifs, sont traités plus en détail dans notre rapport annuel de 2003.

## ACQUISITIONS

Le 10 juin 2004, la société a acquis une participation additionnelle de 50 % dans Tourgreece S.A. («Tourgreece»), un voyageur réceptif, pour une contrepartie au comptant de 1,8 million d'euros (3,0 millions de dollars), y compris 0,2 million d'euros (0,4 million de dollars) en coûts d'acquisition. Depuis cette opération, nous détenons une participation de 90 % dans Tourgreece. Cette acquisition en plusieurs étapes a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple, et les résultats ont été inclus dans les résultats de la société depuis la date d'acquisition. Avant cette date, les résultats étaient comptabilisés à la valeur de consolidation.

En vertu de l'entente, la société bénéficie d'une option d'achat relativement à l'acquisition du solde des actions qu'elle peut exercer en tout temps avant 2011.

Le 8 avril 2004, en partenariat avec le Fonds de Solidarité FTQ (actionnaire minoritaire de Jonview Corporation («Jonview»)), la société a conclu l'acquisition de la participation restante de 50 % dans Jonview, voyageur réceptif, pour une contrepartie de 12,8 millions de dollars, dont 0,1 million de dollars en coûts d'acquisition.

Un montant total de 9,6 millions de dollars a été versé à la clôture, et le solde sera payé en trois versements au comptant d'ici septembre 2006. Dans le cadre de cette opération, une débenture de 3,2 millions de dollars a été émise à l'actionnaire minoritaire afin de financer une partie de cette acquisition.

L'opération a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple. Les résultats d'exploitation de Jonview ont été inclus dans les résultats de la société depuis le 8 avril 2004, date de l'acquisition.

Depuis cette opération, nous détenons une participation d'environ 80 % dans Jonview.

Par suite de ces opérations, l'écart d'acquisition au bilan a augmenté de presque 19,0 millions de dollars. Voir la note 8 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS

*Comparaison des résultats des trois mois terminés le 31 juillet 2004 à ceux des trois mois terminés le 31 juillet 2003 et des résultats des neuf mois terminés le 31 juillet 2004 à ceux des neuf mois terminés le 31 juillet 2003*

Les résultats de la Société Anyway, qui a été vendue au cours de l'exercice 2003, ne sont pas présentés à titre d'activités abandonnées pour les trois mois et neuf mois correspondants puisqu'ils étaient négligeables.

### Revenus (en milliers de dollars)

| 2004    |  | Trois mois<br>2003 |  | Écart<br>\$ | Écart<br>% | 2004      |  | Neuf mois<br>2003 |  | Écart<br>\$ | Écart<br>% |
|---------|--|--------------------|--|-------------|------------|-----------|--|-------------------|--|-------------|------------|
| \$      |  | \$                 |  |             |            | \$        |  | \$                |  |             |            |
| 499 118 |  | 444 121            |  | 54 997      | 12,4       | 1 732 542 |  | 1 692 019         |  | 40 523      | 2,4        |

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Dans l'ensemble, nos revenus ont progressé de 55,0 millions de dollars ou 12,4 % pour le trimestre en regard du trimestre correspondant de 2003, et de 40,5 millions de dollars ou 2,4 % pour les neuf premiers mois de 2004 comparativement à la même période de 2003.

L'augmentation globale pour le trimestre à l'étude en regard d'il y a un an est attribuable à une hausse de 20,3 % du nombre de voyageurs et aux revenus provenant de nos récentes acquisitions, contrebalancés par une diminution de 45,5 % des passagers en vol sec de Look Voyages (les voyageurs comptabilisent les voyageurs en aller-retour et les lignes aériennes comptabilisent les segments de vol en passagers).

L'augmentation globale pour la période de neuf mois à l'étude tient à une progression de 9,8 % du nombre de voyageurs et aux revenus provenant de nos récentes acquisitions, neutralisés par une baisse de 32,0 % des passagers en vol sec de Look Voyages et par le fait que nous n'avons pas réalisé de revenus au titre d'Américanada en 2004. En 2003, nous avions constaté des revenus de 20,6 millions de dollars pendant le premier semestre.

Ces augmentations ont été enregistrées malgré une réduction des revenus de tiers générés par Air Transat, notre ligne aérienne canadienne. En outre, au cours du troisième trimestre de 2003, le nombre de voyageurs avait été beaucoup moins élevé surtout en raison de l'incidence du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS).

La baisse des passagers en vol sec, de la capacité et des revenus de tiers dont il est question ci-dessus s'aligne sur notre stratégie de croissance à long terme consistant à axer nos efforts sur les voyages vacances et leurs produits connexes. En conséquence, nous offrons le transport aérien à titre de composante d'un forfait voyage, ce qui a entraîné notamment le regroupement de nos voyageurs canadiens ainsi que l'utilisation accrue de nos aéronefs au Canada par nos voyageurs internes. Nous avons également signé une entente avec WestJet Airlines Ltd. («WestJet») en 2003 afin d'élargir la gamme de services que nous offrons sur de nouveaux marchés et que soient pris en charge les passagers que nous ne pouvions desservir. Notre orientation sur les forfaits vacances a également conduit à notre retrait du marché des vols secs en France.

## Dépenses d'exploitation (en milliers de dollars)

|                                       | Trois mois     |                |               |            | Neuf mois        |                  |                 |              |
|---------------------------------------|----------------|----------------|---------------|------------|------------------|------------------|-----------------|--------------|
|                                       | 2004<br>\$     | 2003<br>\$     | Écart<br>\$   | Écart<br>% | 2004<br>\$       | 2003<br>\$       | Écart<br>\$     | Écart<br>%   |
| Coûts directs                         | 239 763        | 210 016        | 29 747        | 14,2       | 881 091          | 828 881          | 52 210          | 6,3          |
| Salaires et<br>bénéfices<br>sociaux   | 55 946         | 56 244         | (298)         | (0,5)      | 167 355          | 179 797          | (12 442)        | (6,9)        |
| Commissions                           | 35 344         | 31 033         | 4 311         | 13,9       | 150 334          | 142 992          | 7 342           | 5,1          |
| Carburant<br>d'aéronefs               | 34 465         | 30 187         | 4 278         | 14,2       | 89 079           | 105 816          | (16 737)        | (15,8)       |
| Entretien<br>d'aéronefs               | 24 405         | 29 681         | (5 276)       | (17,8)     | 72 152           | 98 591           | (26 439)        | (26,8)       |
| Loyer<br>d'aéronefs                   | 15 472         | 16 261         | (789)         | (4,9)      | 43 991           | 56 665           | (12 674)        | (22,4)       |
| Frais d'aéroports<br>et de navigation | 17 342         | 16 587         | 755           | 4,6        | 42 621           | 46 262           | (3 641)         | (7,9)        |
| Autres                                | 48 261         | 51 581         | (3 320)       | (6,4)      | 161 513          | 185 239          | (23 726)        | (12,8)       |
|                                       | <b>470 998</b> | <b>441 590</b> | <b>29 408</b> | <b>6,7</b> | <b>1 608 136</b> | <b>1 644 243</b> | <b>(36 107)</b> | <b>(2,2)</b> |

Nos dépenses d'exploitation englobent principalement les coûts directs, les salaires et bénéfices marginaux, les commissions, le carburant d'aéronefs, les coûts d'entretien, les loyers d'aéronefs et les frais d'aéroports et de navigation.

Dans l'ensemble, nos dépenses d'exploitation ont augmenté de 29,4 millions de dollars ou 6,7 % pour le trimestre comparativement au trimestre correspondant de 2003, et ont diminué de 36,1 millions de dollars ou 2,2 % pour les neuf premiers mois de 2004 par rapport à la même période de 2003.

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois à l'étude, les coûts directs ont augmenté tant en dollars qu'en pourcentage des revenus en regard des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette augmentation découle de l'accroissement des activités commerciales et de notre entente de partenariat avec WestJet.

Les salaires et les bénéfices marginaux ont légèrement diminué au cours du trimestre et ont fléchi de 6,9 % au cours des neuf premiers mois de 2004 comparativement aux mêmes périodes de 2003. La baisse de 6,9 % est le résultat direct de nos efforts de restructuration entrepris en 2003, qui ont entraîné l'élimination de plus de 700 postes.

La montée des commissions pour les périodes de trois et de neuf mois à l'étude en regard des mêmes périodes du dernier exercice tient à l'augmentation des activités commerciales.

Les frais de carburant d'aéronefs ont augmenté de 14,2 % pour le trimestre à l'étude par rapport à il y a un an par suite de l'augmentation des activités commerciales et de la récente montée en flèche des coûts du carburant, contrebalancée en partie par le raffermissement du dollar canadien. Cependant, pour la période de neuf mois à l'étude, les frais de carburant d'aéronefs ont reculé en regard de la même période de 2003 en raison de nos efforts de restructuration, qui ont donné lieu à la suppression graduelle de nos appareils Lockheed L-1011-500 restants au Canada. Ces résultats ont toutefois été quelque peu neutralisés par l'augmentation des activités commerciales et des coûts du carburant au cours du trimestre.

Le fléchissement des coûts d'entretien et des loyers d'aéronefs qui ressort de la comparaison des périodes de trois mois et de neuf mois de 2004 et 2003 est également directement attribuable à nos efforts de restructuration, qui ont entraîné la suppression graduelle de nos appareils Lockheed L-1011-500 restants au Canada.

La hausse des frais d'aéroports et de navigation pour le trimestre à l'étude comparativement à il y a un an découle de l'accroissement des activités commerciales. Par ailleurs, sur une base cumulative, ces frais ont enregistré une baisse pour la période de neuf mois à l'étude par rapport à la même période de 2003. Cette baisse tient à la suppression graduelle de nos appareils Lockheed L-1011-500 restants au Canada.

Les frais divers comprennent une somme de 4,6 millions de dollars US (6,2 millions de dollars ou 3,9 millions de dollars après impôts) versée à la société en août 2004 dans le cadre du règlement d'un litige avec le gouvernement des États-Unis dont elle était partie du fait de son appartenance à l'Association du transport aérien du Canada. Ce litige avait trait aux droits payés en vertu de lois américaines qui ont été subséquemment reconnues comme nulles par les tribunaux américains. Le litige a été réglé en juillet 2004.

Par suite du recul des frais susmentionnés, nos marges ont augmenté à 5,6 % (4,4 % compte non tenu du règlement de 6,2 millions de dollars) pour le trimestre en regard de 0,6 % pour le trimestre correspondant de 2003, et se sont élevées à 7,2 % (6,8 % compte non tenu du règlement de 6,2 millions de dollars) pour les neuf premiers mois de 2004, par rapport à 2,8 % pour la même période de 2003.

## SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

### Revenus (en milliers de dollars)

|                  | Trois mois     |                |               |             | Neuf mois        |                  |               |            |
|------------------|----------------|----------------|---------------|-------------|------------------|------------------|---------------|------------|
|                  | 2004<br>\$     | 2003<br>\$     | Écart<br>\$   | Écart<br>%  | 2004<br>\$       | 2003<br>\$       | Écart<br>\$   | Écart<br>% |
| Canada           | 355 176        | 289 628        | 65 548        | 22,6        | 1 348 549        | 1 265 964        | 82 585        | 6,5        |
| France et autres | 143 942        | 154 493        | (10 551)      | (6,8)       | 383 993          | 426 055          | (42 062)      | (9,9)      |
| <b>Total</b>     | <b>499 118</b> | <b>444 121</b> | <b>54 997</b> | <b>12,4</b> | <b>1 732 542</b> | <b>1 692 019</b> | <b>40 523</b> | <b>2,4</b> |

### Dépenses d'exploitation (en milliers de dollars)

|                  | Trois mois     |                |               |            | Neuf mois        |                  |                 |              |
|------------------|----------------|----------------|---------------|------------|------------------|------------------|-----------------|--------------|
|                  | 2004<br>\$     | 2003<br>\$     | Écart<br>\$   | Écart<br>% | 2004<br>\$       | 2003<br>\$       | Écart<br>\$     | Écart<br>%   |
| Canada           | 322 873        | 283 355        | 39 518        | 13,9       | 1 207 058        | 1 205 212        | 1 846           | 0,2          |
| France et autres | 148 125        | 158 235        | (10 110)      | (6,4)      | 401 078          | 439 031          | (37 953)        | (8,6)        |
| <b>Total</b>     | <b>470 998</b> | <b>441 590</b> | <b>29 408</b> | <b>6,7</b> | <b>1 608 136</b> | <b>1 644 243</b> | <b>(36 107)</b> | <b>(2,2)</b> |

### Canada

Au Canada, les revenus ont augmenté de 22,6 % pour le trimestre et de 6,5 % pour les neuf premiers mois de 2004 en regard des périodes correspondantes de 2003. Cette poussée est attribuable à une hausse respective de 22,4 % et 9,4 % du nombre de voyageurs par rapport aux mêmes périodes de 2003 et aux revenus additionnels provenant de l'acquisition récente de Jonview (17,7 millions de dollars pour le trimestre et 18,6 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2004). Ces résultats ont toutefois été partiellement compensés par une réduction des ventes aux voyageurs externes (soit les voyageurs ne faisant pas partie du groupe de sociétés de Transat). Comme il a déjà été mentionné, les résultats des périodes précédentes comprenaient un nombre réduit de voyageurs en raison de l'incidence du SRAS, et nous n'avons pas réalisé de revenus au titre d'Americanada au cours de l'exercice 2004. En 2003, nous avons constaté des revenus de 20,6 millions de dollars pendant le premier semestre. La demande s'est accrue pour toutes les destinations européennes, principalement le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et les Pays-Bas. Cependant, les prix globaux ne sont pas revenus aux niveaux atteints avant l'épidémie de SRAS.

L'effet de la restructuration entreprise en 2003 a continué à se faire sentir pendant le trimestre et la période de neuf mois à l'étude. Le regroupement de nos voyageurs et de nos activités de distribution au Canada ayant mené à une meilleure gestion des sièges d'avion et des chambres d'hôtel, à une meilleure utilisation des appareils et à une réduction des dépenses, ainsi que la recrudescence de la demande de la part des voyageurs ont entraîné une amélioration des marges. Nos marges ont été portées à 9,1 % pour le trimestre (7,3 % à l'exclusion du règlement de 6,2 millions de dollars) en regard de 2,2 % pour le trimestre correspondant de 2003, et elles se sont hissées à 10,5 % pour les neuf premiers mois de 2004 (10,0 % à l'exclusion du règlement de 6,2 millions de dollars) par rapport à 4,8 % pour la même période de 2003.

### **France et autres**

Comme décrit précédemment, le 13 juillet 2004, la société a annoncé le déploiement d'un plan de redressement de Look Voyages. Le plan vise une restructuration, y compris l'abandon des activités en vol sec, ce qui entraînerait la suppression d'environ 90 emplois. Il vise aussi l'intensification des activités principales de forfaits vacances et l'utilisation accrue des technologies Internet afin de stimuler les ventes auprès des agences de voyage et du grand public.

Ce plan fait l'objet de pourparlers avec les organismes de réglementation en France. Comme les négociations ne sont pas terminées, la société n'est pas en mesure de faire état des montants en jeu. Nous ne prévoyons pas toutefois que ces montants seront supérieurs à 19,0 millions de dollars, dont un maximum de 11,0 millions de dollars seraient en espèces. Le plan devrait avoir une incidence positive sur nos résultats de 2005. L'information sur les économies annuelles prévues et les charges liées à la restructuration sera présentée avec les résultats du quatrième trimestre et de l'exercice en janvier 2005.

En Europe, les revenus et les dépenses ont diminué pendant les trois mois et les neuf mois présentés par rapport aux périodes correspondantes de 2003,

Malgré la hausse respective de 14,6 % et 11,4 % du nombre de voyageurs pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2004, nos activités françaises ont enregistré des revenus inférieurs et des marges négatives en raison d'un repli du nombre de passagers en vol sec chez Look Voyages d'environ 45,5 % et 32,0 % respectivement pour ces périodes. La baisse des revenus a été atténuée en partie par l'inclusion, à partir du 10 juin 2004, des revenus de 4,5 millions de dollars de Tourgreece. Comme il a été déjà mentionné, les périodes correspondantes incluaient un nombre réduit de voyageurs en raison de l'incidence du SRAS.

La hausse du nombre de voyageurs pour la période de trois mois à l'étude tient principalement à la demande accrue pour les voyages long-courriers de l'Europe vers les Caraïbes et les États-Unis chez Vacances Transat (France) et vers le bassin de la Méditerranée chez Look Voyages à des prix inférieurs dans l'ensemble. Ces prix inférieurs sont le résultat de pressions concurrentielles.

La hausse du nombre de voyageurs pour la période de neuf mois tient principalement à la demande accrue pour les voyages long-courriers de l'Europe vers les Caraïbes chez Vacances Transat (France) et vers le bassin de la Méditerranée chez Look Voyages à des prix inférieurs dans l'ensemble.

### **Amortissement**

L'amortissement est calculé sur les immobilisations et les autres actifs, constitués principalement de frais de financement à long terme et de frais de mise en exploitation.

L'amortissement est passé de 9,6 millions de dollars à 6,6 millions de dollars, une diminution de 3,0 millions de dollars, ou de 31,2 %, pour le trimestre à l'étude. Cette diminution tient à une réduction des soldes d'immobilisations corporelles générales, en raison de la dépréciation des appareils Lockheed L-1011-500 en 2003.

En outre, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2004, l'amortissement a baissé de 5,6 millions de dollars, soit 17,9 %, passant de 31,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent à 25,6 millions de dollars. Cette baisse est attribuable à la réduction des soldes d'immobilisations corporelles générales, compensée par l'accélération de l'amortissement des derniers appareils Lockheed L-1011-500, qui étaient encore en exploitation au cours de la saison hivernale.



## Intérêt

Par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, les intérêts sur la dette à long terme, les obligations en vertu de contrats de location-acquisition et les débetures pour le troisième trimestre sont passés de 2,7 millions de dollars à 1,7 million de dollars, en baisse de 1,0 million de dollars, ou de 38,6 % et, pour la période de neuf mois de 2004, de 7,6 millions de dollars à 5,8 millions de dollars, en baisse de 1,8 million de dollars, ou de 23,8 %. Ces baisses découlent de la diminution de la dette.

Les autres frais d'intérêts et frais financiers ont fléchi au cours du troisième trimestre et de la période de neuf mois de 2004 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ce fléchissement est attribuable à la réduction des emprunts bancaires moyens pour nos activités françaises.

Les revenus d'intérêts et autres ont diminué légèrement ce trimestre, en dépit de soldes d'encaisse plus importants, en raison des taux d'intérêt plus bas. Au cours des neuf premiers mois de 2004, les revenus d'intérêts et autres ont progressé de 1,9 million de dollars, ou de 28,7 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison surtout d'un dividende de 1,4 million de dollars reçu de Star Airlines S.A. («Star») au cours du deuxième trimestre et de la montée des soldes d'encaisse. Du dividende de 1,4 million de dollars, 1,1 million de dollars ont été comptabilisés à titre de revenu de dividende et 0,3 million de dollars ont été comptabilisés à titre de réduction de la valeur comptable de Star. *Voir la rubrique Modifications comptables.*

## Gain (perte) de change sur les éléments monétaires à long terme

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2004, la société a constaté une perte de change sur les éléments monétaires à long terme attribuable au redressement du dollar canadien par rapport à la devise américaine. Un dollar canadien vigoureux réduit la valeur de nos actifs et passifs monétaires à long terme. En raison de la diminution de notre endettement, l'incidence favorable des taux de change sur notre endettement est minime. Nous subissons toutefois des pertes de change sur les dépôts que nous effectuons relativement aux charges de remise en état des moteurs et des cellules en dollars américains auprès de bailleurs d'aéronefs. Pour les périodes correspondantes, cette perte avait été atténuée par des gains de change attribuables à notre endettement plus élevé.

## Quote-part du bénéfice net (de la perte nette) des sociétés satellites

Depuis le 1<sup>er</sup> février 2004, nous ne comptabilisons plus notre placement dans Star, notre société aérienne française, à la valeur de consolidation; ce placement a une valeur comptable de 1,0 million de dollars. Bien que nous détenions toujours 44,3 % des actions avec droit de vote de Star, nous n'exerçons plus une influence notable. Nous ne sommes pas en mesure d'exercer une influence notable sur ses politiques stratégiques en matière d'exploitation, d'investissement et de financement. De plus, nous ne sommes pas en mesure d'obtenir suffisamment d'information pour la comptabilisation à la valeur de consolidation. *Voir la rubrique Modifications comptables.*

Le fait que nous ne comptabilisions pas de participation dans Star pour le trimestre à l'étude constitue le principal facteur expliquant l'écart révélé par la comparaison du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2004 avec les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Le trimestre correspondant de 2003 incluait un bénéfice net de 0,2 million de dollars de Star et les neuf premiers mois de 2003 comprenaient des pertes de 3,4 millions de dollars subies par Star en raison de la situation en France à l'exercice 2003, soit les préoccupations de santé liées au SRAS, la conjoncture économique en France et la surcapacité sur le marché français.

### **Impôts sur les bénéfices**

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2004, la provision pour impôts sur les bénéfices a atteint 7,4 millions de dollars, en regard d'un recouvrement de 4,4 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part du bénéfice net des sociétés satellites, le taux d'imposition réel s'est établi à 36,4 % pour le trimestre terminé le 31 juillet 2004 et à 29,6 % pour le trimestre terminé le 31 juillet 2003.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004, la provision pour impôts sur les bénéfices a totalisé 36,8 millions de dollars, contre 3,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part de la perte nette des sociétés satellites, le taux d'imposition réel s'est établi à 37,0 % pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004 et à 70,9 % pour la même période en 2003.

Pour les deux périodes comparatives susmentionnées, la variation de notre taux d'imposition réel par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent est principalement attribuable à l'incidence des écarts permanents de notre transporteur aérien sur nos revenus imposables consolidés.

### **Bénéfice net**

En conséquence des éléments présentés à la rubrique *Résultats consolidés*, notre bénéfice net s'est élevé à 12,8 millions de dollars, soit 0,36 \$ l'action, pour le trimestre terminé le 31 juillet 2004 (8,9 millions de dollars ou 0,24 \$ l'action, exclusion faite du règlement après impôts de 3,9 millions de dollars) comparativement à une perte nette de 10,1 millions de dollars, soit 0,33 \$ l'action, pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent (perte nette de 5,8 millions de dollars, soit 0,20 \$ l'action, exclusion faite des effets après impôts des coûts de restructuration). Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 33 458 000 pour le troisième trimestre de 2004 et de 32 811 000 pour le trimestre correspondant de 2003.

Notre bénéfice net s'est établi à 61,1 millions de dollars, soit 1,77 \$ l'action, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2004, (57,2 millions de dollars ou 1,65 \$ l'action, exclusion faite du règlement après impôts de 3,9 millions de dollars) en regard d'une perte nette de 1,7 million de dollars, soit 0,13 \$ l'action, pour la période correspondante de 2003 (bénéfice net de 5,2 millions de dollars, soit 0,08 \$ l'action, exclusion faite des effets après impôts des coûts de restructuration). Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 33 185 000 pour les neuf premiers mois de 2004 et de 32 773 000 pour la même période en 2003.

Le résultat dilué par action a atteint 0,31 \$ pour le troisième trimestre de 2004, (0,21 \$ l'action, exclusion faite du règlement après impôts de 3,9 millions de dollars) contre une perte par action de 0,33 \$ pour le trimestre correspondant de 2003 (résultat dilué par action de 0,20 \$, exclusion faite des effets après impôts des coûts de restructuration), et 1,49 \$ pour les neuf premiers mois de 2004, (1,40 \$ l'action, exclusion faite du règlement après impôts de 3,9 millions de dollars) en regard de 0,13 \$ pour la même période en 2003 (résultat dilué par action de 0,08 \$, exclusion faite des effets après impôts des coûts de restructuration). Le nombre moyen pondéré rajusté d'actions utilisé pour calculer le résultat dilué par action s'est élevé à 41 553 000 pour le trimestre à l'étude et à 32 811 000 pour le trimestre correspondant de 2003. Le nombre moyen pondéré rajusté d'actions utilisé pour calculer le résultat dilué par action s'est élevé à 41 045 000 pour les neuf premiers mois de 2004 et à 32 773 000 pour la même période en 2003. Voir la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

## SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

### Flux de trésorerie (en milliers de dollars)

|  | Trois mois |            |             | Neuf mois  |            |             |
|--|------------|------------|-------------|------------|------------|-------------|
|  | 2004<br>\$ | 2003<br>\$ | Écart<br>\$ | 2004<br>\$ | 2003<br>\$ | Écart<br>\$ |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation   | 66 023     | 45 037     | 20 986      | 195 690    | 110 352    | 85 338      |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | (6 292)    | (2 293)    | (3 999)     | (25 696)   | (9 546)    | (16 150)    |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement   | 3 395      | (14 087)   | 17 482      | (28 143)   | (33 509)   | 5 366       |
| Variation nette des espèces et quasi-espèces           | 63 126     | 28 657     | 34 469      | 141 851    | 67 297     | 74 554      |

Au 31 juillet 2004, les espèces et quasi-espèces s'établissaient à 491,0 millions de dollars (y compris une somme de 122,3 millions de dollars détenue en fiducie ou autrement réservée), comparativement à 349,1 millions de dollars (y compris une somme de 106,2 millions de dollars détenue en fiducie ou autrement réservée) au 31 octobre 2003. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement de 213,8 millions de dollars, soit un ratio de 1,5, en regard d'un fonds de roulement de 144,5 millions de dollars au 31 octobre 2003, soit un ratio de 1,4. Nous avons aussi accès à des lignes de crédit non utilisées totalisant 62,5 millions de dollars au 31 juillet.

L'actif total a monté de 167,1 millions de dollars, soit 23,4 %, passant de 714,8 millions de dollars au 31 octobre 2003 à 881,8 millions de dollars, conséquence principale de la hausse des espèces et quasi-espèces de 141,9 millions de dollars. L'avoir des actionnaires a augmenté de 66,1 millions de dollars, soit de 241,3 millions de dollars au 31 octobre 2003 à 307,4 millions de dollars, et ce, grâce surtout au bénéfice net de 61,1 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2004.

#### Activités d'exploitation

Pour le trimestre, des flux de trésorerie de 66,0 millions de dollars proviennent des activités d'exploitation, soit 21,0 millions de dollars de plus qu'au trimestre correspondant de 2003. De plus, pour les neuf premiers mois de 2004, des flux de trésorerie de 195,7 millions de dollars proviennent des activités d'exploitation, soit 85,3 millions de dollars de plus qu'à la même période en 2003. Ces hausses tiennent principalement aux solides marges réalisées au cours de ces périodes.

#### Activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement pour le trimestre à l'étude ont été de 4,0 millions de dollars supérieurs à ceux du trimestre correspondant de 2003, en raison surtout d'ajouts aux immobilisations de 5,3 millions de dollars liés principalement à l'amélioration des aéronefs et à l'acquisition de Tourgreece pour 3,0 millions de dollars, contrebalancés par les espèces et quasi-espèces dans Tourgreece.

Pour les neuf premiers mois de 2004, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont été de 16,2 millions de dollars supérieurs à ceux de la même période en 2003, par suite surtout des acquisitions de Jonview et de Tourgreece pour respectivement 9,6 millions de dollars et 3,0 millions de dollars.

### Activités de financement

Pour le trimestre, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont totalisé 17,5 millions de dollars de plus qu'au trimestre correspondant de 2003, étant donné que la réduction de notre endettement n'a pas entraîné de remboursements importants au cours du troisième trimestre, et en raison du produit tiré de l'émission d'actions ordinaires.

Pour les neuf premiers mois de 2004, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont été de 5,4 millions de dollars de moins qu'à la même période en 2003, en raison principalement du produit de 6,2 millions de dollars tiré de l'émission d'actions ordinaires ainsi que du montant de 3,2 millions de dollars reçu de l'actionnaire minoritaire pour le financement d'une partie de l'acquisition de Jonview.

Notre facilité de crédit renouvelable de 90,0 millions de dollars est arrivée à échéance en août 2004 et n'a pas été renouvelée à notre demande, considérant les liquidités de la société.

### Ententes hors bilan

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et assume des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, au 31 juillet 2004. Ces obligations s'élevaient à 31,3 millions de dollars au 31 juillet 2004 (65,3 millions de dollars au 31 octobre 2003). Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités qui ne sont pas consolidées par la société et sont constituées de :

- garanties;
- contrats de location-exploitation (y compris toute valeur résiduelle garantie).

Le montant total de la dette hors bilan qui peut être estimé s'élevait à environ 521,0 millions de dollars au 31 juillet 2004 (529,9 millions de dollars au 31 octobre 2003) et se détaille comme suit :

|   | Au 31 juillet 2004<br>\$ | Au 31 octobre 2003<br>\$ |
|---|--------------------------|--------------------------|
| <b>Garanties</b>  |                          |                          |
| Lettres de crédit irrévocables                            | 30 372                   | 42 724                   |
| Contrats de cautionnement                                 | 1 045                    | 1 420                    |
| <b>Contrats de location-exploitation</b>                  |                          |                          |
| Engagements en vertu de contrats de location-exploitation | 414 921                  | 411 188                  |
| Valeur résiduelle garantie                                | 74 711                   | 74 586                   |
|   | <b>521 049</b>           | <b>529 918</b>           |

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location-exploitation sont établis afin de permettre à la société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

Nous croyons que la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

## Endettement

Au 31 juillet 2004, l'endettement avait chuté par rapport au 31 octobre 2003.

La dette au bilan avait reculé de 34,0 millions de dollars, soit de 65,3 millions de dollars à 31,3 millions de dollars, en raison surtout d'un remboursement de dette, et notre dette hors bilan avait diminué de 8,9 millions de dollars, soit de 529,9 millions de dollars à 521,0 millions de dollars, de sorte que la dette a baissé au total de 42,9 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2003.

Après déduction du total de la dette des espèces et quasi-espèces non détenues en fiducie ou autrement réservées, le montant net de la dette baisse de 47,9 %, soit de 352,3 millions de dollars à 183,7 millions de dollars.

## OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT

Le conseil d'administration de Transat A.T. inc. a annoncé le 10 juin 2004 qu'il avait obtenu l'autorisation de la Bourse de Toronto de lancer, pour une période de douze mois, une offre publique de rachat dans le cours normal des affaires. Dans l'avis, la société a annoncé son intention d'acquérir, à des fins d'annulation, jusqu'à un maximum de 1 662 847 actions ordinaires de la société, ce qui représente 5 % des actions ordinaires émises et en circulation et 5,9 % du flottant des actions ordinaires, et un maximum de 25 546 débetures convertibles, ce qui représente 5 % du flottant des débetures convertibles. Au 9 juin 2004, il y avait 33 256 955 actions ordinaires émises et en circulation et 510 920 débetures convertibles, pour un flottant respectif de 28 174 385 actions ordinaires et 510 920 débetures convertibles.

Ce programme vise à permettre à la société d'acheter des actions ordinaires et des débetures convertibles dans le cours normal des affaires, au moment où la société estime que les actions ordinaires ou les débetures convertibles sont sous-évaluées par le marché.

Ces achats doivent être effectués par l'entremise de la Bourse de Toronto conformément à sa politique sur les offres publiques de rachat dans le cours normal des affaires. Le prix que la société paiera pour toute action ordinaire ou débenture convertible sera le cours au moment de l'acquisition plus les frais de courtage. Les achats ont commencé vers le 15 juin 2004 et prendront fin au plus tard le 14 juin 2005.

Au cours du troisième trimestre, 5 000 actions ordinaires ont été achetées pour annulation pour une contrepartie au comptant de 90 000 \$. Aucune débenture convertible n'a été rachetée au cours du trimestre.

## MODIFICATIONS COMPTABLES

Au cours des neuf premiers mois de 2004, nous avons adopté les modifications du chapitre 3870 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés («ICCA»), «Rémunérations et autres paiements à base d'actions», ainsi que la note d'orientation concernant la comptabilité 13 de l'ICCA (NOC-13), «Relations de couverture». Nous avons également modifié la méthode de comptabilisation d'un de nos placements à long terme.

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2003, Transat a adopté les modifications présentées dans le chapitre 3870 du Manuel de l'ICCA. Ces modifications exigent que la méthode de comptabilisation à la juste valeur soit appliquée aux attributions consenties aux employés, qui n'avaient pas été comptabilisées auparavant à la juste valeur. Par conséquent, les sociétés devront comptabiliser l'incidence de ces attributions dans leurs états financiers pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004. Les modifications peuvent être appliquées de façon rétroactive ou prospective. Cependant, seules les sociétés qui ont choisi la méthode de comptabilisation à la juste valeur pour les exercices ouverts avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 peuvent

se prévaloir de l'application prospective. Ainsi, toutes les sociétés qui ont choisi d'adopter la méthode de la juste valeur pour l'exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 devront adopter l'application rétroactive, avec ou sans retraitement des périodes antérieures. L'adoption de ce chapitre a entraîné une réduction de nos résultats de 65 000 \$ pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 juillet 2004, mais n'a pas eu d'incidence sur notre situation financière ni sur nos flux de trésorerie.

La NOC-13 est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2003. La NOC-13 traite de l'identification, de la désignation, de la documentation et de l'efficacité des relations de couverture aux fins de la comptabilité de couverture. En outre, elle traite de la cessation de la comptabilité de couverture et établit les conditions d'application de la comptabilité de couverture. En vertu de la nouvelle note d'orientation, une société doit documenter ses relations de couverture et démontrer explicitement qu'elles sont suffisamment efficaces pour maintenir la comptabilisation des positions couvertes au moyen d'instruments dérivés. L'adoption de cette note d'orientation n'influe pas sur nos résultats, notre situation financière ni sur nos flux de trésorerie.

Depuis le 1<sup>er</sup> février 2004, nous ne comptabilisons plus notre placement dans Star à la valeur de consolidation étant donné que nous n'exerçons plus une influence notable sur cette entité. En conséquence, la valeur de notre placement dans Star correspondra à sa valeur comptable au 1<sup>er</sup> février 2004. Les dividendes accumulés reçus après le 1<sup>er</sup> février 2004 par la société sont portés en déduction de la valeur comptable de sa participation dans la mesure où leur montant cumulé excède sa quote-part du total des bénéfices réalisés ultérieurement par Star.

## NOMINATION

Le 24 août 2004, la société a annoncé la nomination de Nelson Gentiletti au nouveau poste de vice-président exécutif, Transat Tours Canada (TTC). M. Gentiletti assumera ses fonctions actuelles de vice-président, finances et administration et chef de la direction financière jusqu'à la nomination de son successeur.

## PERSPECTIVES

Au Canada, jusqu'à maintenant les niveaux de réservations pour les destinations européennes, pour le quatrième trimestre, sont revenus aux niveaux de 2002. Dans l'ensemble, les réservations ont progressé de 13 % comparativement à celles de 2003. Par contre, les prix n'ont pas retrouvé les niveaux de 2002, et la société prévoit que cette tendance se maintiendra au quatrième trimestre. La société croit que le contexte de prix continuera de présenter un défi, comme ce fut le cas au cours de la saison estivale, puisque la majorité des réservations se fait de une à six semaines avant le départ. La société subira encore les conséquences de la hausse récente du coût du carburant qui ne sera atténuée que partiellement par son programme de couverture, les suppléments de carburant et les retombées favorables du raffermissement du dollar canadien.

En France, la société ne prévoit pas d'amélioration des résultats de Look Voyages au quatrième trimestre. Elle estime toutefois, qu'avec le déploiement de son plan visant à restructurer et à repositionner Look Voyages, ses pertes devraient diminuer d'environ 50 % pour l'exercice 2005 et son retour à la rentabilité se fera vers la fin du dernier semestre de l'exercice 2006. En conséquence, la société ne constatera plus de recouvrement d'impôts sur les bénéfices à l'égard de ses activités françaises à compter du quatrième trimestre. La société prévoit également constater une charge de restructuration relative à Look Voyages au cours du quatrième trimestre. Cette charge de restructuration ne devrait pas être supérieure à 19,0 millions de dollars, dont un maximum de 11,0 millions de dollars seraient en espèces.

Les activités françaises seront également touchées au quatrième trimestre par le fait que la société ne comptabilise plus, depuis le 1<sup>er</sup> février 2004, son placement dans sa société aérienne française à la valeur de consolidation. Au quatrième trimestre de 2003, elle avait comptabilisé une quote-part du bénéfice de Star Airlines de 3,4 millions de dollars.

Les perspectives de la société pour le quatrième trimestre sont conformes aux lignes directrices données à la fin du deuxième trimestre.

En conclusion, Transat prévoit terminer l'exercice avec une bonne saison estivale, ce qui, combiné à la saison hivernale exceptionnelle qu'elle a connue, devrait se traduire par un exercice record.

La stratégie déployée par Transat au début de l'exercice avait comme objectif de se concentrer sur ses activités fondamentales, de réduire ses dépenses et d'améliorer ses marges. Son rendement à ce jour et son rendement prévu pour le quatrième trimestre démontrent clairement que cette stratégie a porté fruit. Transat se retrouve maintenant dans une excellente position pour investir dans sa croissance future.

# Bilans consolidés

(en milliers de dollars)

|  | Au 31 juillet 2004<br>(Non vérifié)<br>\$ | Au 31 octobre 2003<br>(Vérifié)<br>\$ |
|--|---|---------------------------------------|
| <b>Actif</b>   |   |                                       |
| <b>Actif à court terme</b>   |   |                                       |
| Espèces et quasi-espèces [note 3]  | 490 976                                   | 349 125                               |
| Débiteurs  | 86 617                                    | 72 929                                |
| Actifs d'impôts futurs   | 972                                       | 959                                   |
| Stocks   | 9 249                                     | 7 829                                 |
| Frais payés d'avance   | 38 124                                    | 40 379                                |
| Tranche récupérable à moins d'un an des dépôts   | 29 720                                    | 24 053                                |
| <b>Total de l'actif à court terme</b>  | <b>655 658</b>                            | <b>495 274</b>                        |
| Dépôts   | 19 336                                    | 14 172                                |
| Actifs d'impôts futurs   | 9 215                                     | 13 371                                |
| Immobilisations corporelles  | 93 523                                    | 101 741                               |
| Écarts d'acquisition   | 88 685                                    | 69 682                                |
| Autres actifs  | 15 393                                    | 20 517                                |
|  | <b>881 810</b>                            | <b>714 757</b>                        |
| <b>Passif et avoir des actionnaires</b>  |   |                                       |
| <b>Passif à court terme</b>  |   |                                       |
| Créditeurs et charges à payer  | 263 880                                   | 181 971                               |
| Impôts sur les bénéficiaires à payer   | 22 961                                    | 2 699                                 |
| Dépôts de clients et revenus reportés  | 155 062                                   | 146 025                               |
| Versements sur la dette à long terme<br>et sur les obligations en vertu de contrats<br>de location-acquisition échéant à moins d'un an | —   | 20 102                                |
| <b>Total du passif à court terme</b>   | <b>441 903</b>                            | <b>350 797</b>                        |
| Dette à long terme   | —   | 4 811                                 |
| Obligations en vertu de contrats<br>de location-acquisition  | —   | 10 437                                |
| Débitures [note 4]   | 31 301                                    | 29 981                                |
| Excédent de la provision pour remise en état<br>des moteurs et cellules sur les dépôts   | 62 063                                    | 43 495                                |
| Part des actionnaires sans contrôle et autres passifs  | 21 427                                    | 22 474                                |
| Passif d'impôts futurs   | 17 710                                    | 11 416                                |
|  | <b>574 404</b>                            | <b>473 411</b>                        |
| <b>Avoir des actionnaires</b>  |   |                                       |
| Capital-actions [note 5]   | 117 536                                   | 111 247                               |
| Débitures convertibles et composante capitaux<br>propres d'une débeture [notes 4 et 6]   | 55 297                                    | 52 855                                |
| Bénéficiaires non répartis   | 128 863                                   | 70 336                                |
| Bons de souscription   | 4 056                                     | 4 122                                 |
| Surplus d'apport   | 65  | —                                     |
| Écarts de conversion reportés  | 1 589                                     | 2 786                                 |
|  | <b>307 406</b>                            | <b>241 346</b>                        |
|  | <b>881 810</b>                            | <b>714 757</b>                        |

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires



# États consolidés des résultats

(en milliers de dollars, sauf les montants par action) (non vérifiés)

|   | Périodes de trois (3) mois<br>terminées les 31 juillet |          | Périodes de neuf (9) mois<br>terminées les 31 juillet |           |
|---|--|----------|---|-----------|
|   | 2004   | 2003     | 2004  | 2003      |
|   | \$   | \$       | \$  | \$        |
| <b>Revenus</b>  | <b>499 118</b>   | 444 121  | <b>1 732 542</b>                                      | 1 692 019 |
| Dépenses d'exploitation   |  |          |   |           |
| Coûts directs   | 239 763  | 210 016  | 881 091   | 828 881   |
| Salaires et bénéfices marginaux   | 55 946   | 56 244   | 167 355   | 179 797   |
| Commissions   | 35 344   | 31 033   | 150 334   | 142 992   |
| Carburant d'aéronefs  | 34 465   | 30 187   | 89 079  | 105 816   |
| Entretien d'aéronefs  | 24 405   | 29 681   | 72 152  | 98 591    |
| Loyer d'aéronefs  | 15 472   | 16 261   | 43 991  | 56 665    |
| Frais d'aéroports et de navigation  | 17 342   | 16 587   | 42 621  | 46 262    |
| Autres  | 48 261   | 51 581   | 161 513   | 185 239   |
|   | <b>470 998</b>   | 441 590  | <b>1 608 136</b>                                      | 1 644 243 |
|   | <b>28 120</b>  | 2 531    | <b>124 406</b>  | 47 776    |
| Amortissement   | 6 626  | 9 634    | 25 561  | 31 122    |
| Coûts de restructuration [note 7]   | —  | 6 597    | —   | 10 345    |
| Intérêts sur la dette à long terme,<br>les obligations en vertu de contrats de<br>location-acquisition et les débetures | 1 672  | 2 721    | 5 786   | 7 592     |
| Autres intérêts et frais financiers   | 613  | 756      | 1 731   | 2 860     |
| Revenus d'intérêts et autres  | (2 152)  | (2 395)  | (8 377)   | (6 507)   |
| Perte (gain) de change sur les éléments<br>monétaires à long terme  | 900  | 114      | 139   | (2 681)   |
| Quote-part (du bénéfice net) de la perte nette<br>des sociétés satellites   | (177)  | (649)    | 1 451   | 2 902     |
|   | <b>7 482</b>   | 16 778   | <b>26 291</b>   | 45 633    |
| <b>Bénéfice (perte) avant les postes suivants</b>   | <b>20 638</b>  | (14 247) | <b>98 115</b>   | 2 143     |
| Impôts sur les bénéfices (récupération)   |  |          |   |           |
| Exigibles   | 7 625  | 856      | 24 286  | 674       |
| Futurs  | (177)  | (5 258)  | 12 520  | 2 905     |
|   | <b>7 448</b>   | (4 402)  | <b>36 806</b>   | 3 579     |
| <b>Bénéfice (perte) avant part des actionnaires<br/>sans contrôle dans les résultats de filiales</b>                    | <b>13 190</b>  | (9 845)  | <b>61 309</b>   | (1 436)   |
| Part des actionnaires sans contrôle<br>dans les résultats de filiales   | (367)  | (243)    | (226)   | (250)     |
| <b>Bénéfice net (perte nette) de la période</b>   | <b>12 823</b>  | (10 088) | <b>61 083</b>   | (1 686)   |
| Bénéfice (perte) de base par action   | 0,36   | (0,33)   | 1,77  | (0,13)    |
| Bénéfice dilué (perte diluée) par action  | 0,31   | (0,33)   | 1,49  | (0,13)    |

# États consolidés des bénéfices non répartis

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

|   | Périodes de neuf (9) mois<br>terminées les 31 juillet |         |
|---|---|---------|
|   | 2004  | 2003    |
|   | \$  | \$      |
| <b>Bénéfices non répartis au début de la période,<br/>solde déjà reporté</b>  | <b>70 336</b>   | 30 243  |
| Modification d'une convention comptable   | —   | (1 607) |
| <b>Bénéfices non répartis au début de la période</b>  | <b>70 336</b>   | 28 636  |
| Bénéfice net (perte nette) de la période  | 61 083  | (1 686) |
| Prime versée au rachat d'actions ordinaires   | (73)  | —       |
| Intérêts sur la composante capitaux propres de<br>débetures, déduction faite des impôts y afférents<br>de 1 071 \$ [1 066 \$ en 2003] | (2 483)   | (2 425) |
| <b>Bénéfices non répartis à la fin de la période</b>  | <b>128 863</b>  | 24 525  |

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

# États consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

|  | Périodes de trois (3) mois<br>terminées les 31 juillet |                 | Périodes de neuf (9) mois<br>terminées les 31 juillet |                 |
|--|--|-----------------|---|-----------------|
|  | 2004<br>\$   | 2003<br>\$      | 2004<br>\$  | 2003<br>\$      |
| <b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>  |  |                 |   |                 |
| Bénéfice net (perte nette) de la période   | 12 823   | (10 088)        | 61 083  | (1 686)         |
| Imputations à l'exploitation ne nécessitant pas de sortie (rentrées) de fonds                          |  |                 |   |                 |
| Amortissement  | 6 626  | 9 634           | 25 561  | 31 122          |
| Coûts de restructuration   | —  | 46              | —   | 766             |
| Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme  | 900  | 114             | 139   | (2 681)         |
| Quote-part (du bénéfice net) de la perte nette des sociétés satellites                                 | (177)  | (649)           | 1 451   | 2 902           |
| Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales                                     | 367  | 243             | 226   | 250             |
| Impôts futurs  | (177)  | (5 258)         | 12 520  | 2 905           |
| Intérêts sur des débetures   | 207  | 205             | 619   | 613             |
| <b>Marge brute d'autofinancement</b>   | <b>20 569</b>  | <b>(5 753)</b>  | <b>101 599</b>  | <b>34 191</b>   |
| Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation                     | 34 351   | 47 527          | 74 715  | 57 800          |
| Variation nette dans les dépôts, coûts et provision pour remise en état des moteurs et cellules        | 11 103   | 3 263           | 19 376  | 18 361          |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>  | <b>66 023</b>  | <b>45 037</b>   | <b>195 690</b>  | <b>110 352</b>  |
| <b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>  |  |                 |   |                 |
| Augmentation de dépôts   | (3 771)  | —               | (8 499)   | (877)           |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles   | (5 267)  | (2 141)         | (14 512)  | (11 801)        |
| Autres actifs  | 1 300  | (449)           | (625)   | (130)           |
| Remboursement de dépôts  | 118  | 130             | 4 264   | 3 095           |
| Dividendes reçus de sociétés satellites  | —  | 167             | 431   | 167             |
| Espèces et quasi-espèces d'une sociétés acquises [note 8]  | 4 282  | —               | 5 905   | —               |
| Contrepartie pour des sociétés acquises [note 8]   | (2 954)  | —               | (12 660)  | —               |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>  | <b>(6 292)</b>   | <b>(2 293)</b>  | <b>(25 696)</b>                                       | <b>(9 546)</b>  |
| <b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>  |  |                 |   |                 |
| Emprunt bancaire   | —  | (2 317)         | —   | (10 277)        |
| Intérêts sur débetures convertibles  | —  | —               | (2 300)   | (2 300)         |
| Remboursement de la dette à long terme et des obligations en vertu de contrats de location-acquisition | (159)  | (11 770)        | (35 969)  | (23 683)        |
| Produit de l'émission d'actions ordinaires   | 3 360  | —               | 6 210   | 744             |
| Produit de l'émission d'une débeture [note 4]  | —  | —               | 3 156   | —               |
| Autres éléments de passif  | 284  | —               | 850   | 2 007           |
| Rachat d'actions ordinaires  | (90)   | —               | (90)  | —               |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>  | <b>3 395</b>   | <b>(14 087)</b> | <b>(28 143)</b>                                       | <b>(33 509)</b> |
| <b>Variation nette des espèces et quasi-espèces</b>  | <b>63 126</b>  | <b>28 657</b>   | <b>141 851</b>  | <b>67 297</b>   |
| <b>Espèces et quasi-espèces au début de la période</b>   | <b>427 850</b>   | <b>298 763</b>  | <b>349 125</b>  | <b>260 123</b>  |
| <b>Espèces et quasi-espèces à la fin de la période</b>   | <b>490 976</b>   | <b>327 420</b>  | <b>490 976</b>  | <b>327 420</b>  |

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

# Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

[Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers à l'exception des actions ordinaires, options, des montants par option et par action] [non vérifiés]

## Note 1

### Base de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la société conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les plus récents états financiers annuels, à l'exception des modifications de conventions comptables décrites à la note 2. De l'avis de la direction, tous les ajustements nécessaires à une image fidèle sont reflétés dans les états financiers consolidés intermédiaires. Ces ajustements sont normaux et récurrents. Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes y afférentes inclus dans le rapport annuel de la société de l'exercice 2003.

## Note 2

### Modifications de conventions comptables

#### Relations de couverture

Le 1<sup>er</sup> novembre 2003, la société a adopté la note d'orientation concernant la comptabilité 13 (NOC-13), «Relations de couverture» du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'«ICCA»). Cette note d'orientation traite de l'identification, la désignation, la documentation et l'efficacité des relations de couverture aux fins de la comptabilité de couverture. En outre, elle traite de la cessation de la comptabilité de couverture et établit les conditions d'application de la comptabilité de couverture. En vertu de la nouvelle note d'orientation, une société doit documenter ses relations de couverture et démontrer explicitement qu'elles sont suffisamment efficaces pour maintenir la comptabilisation des positions couvertes au moyen d'instruments dérivés. Conformément à la note d'orientation, les gains et les pertes relatifs aux instruments dérivés désignés admissibles à la comptabilité de couverture sont constatés dans l'état des résultats au cours de la même période que l'élément couvert. Les instruments dérivés qui ne sont plus admissibles à la comptabilité de couverture sont constatés à la juste valeur dans le bilan et toute variation subséquente de la juste valeur est constatée dans l'état des résultats. L'adoption de cette note d'orientation n'a pas eu d'incidence sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la société.

#### Rémunérations et autres paiements à base d'actions

Le 1<sup>er</sup> novembre 2003, la société a adopté prospectivement les modifications qui ont été apportées au chapitre 3870 «Rémunérations et autres paiements à base d'actions» du Manuel de l'ICCA. Les modifications exigent que la méthode de comptabilisation à la juste valeur soit appliquée aux attributions consenties aux employés et qu'une charge de rémunération soit comptabilisée; ces modifications s'appliquent à partir des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004. Les modifications peuvent être appliquées de façon rétroactive, avec ou sans retraitement, ou prospective. Cependant, seules les sociétés qui ont choisi la méthode de comptabilisation à la juste valeur pour les exercices ouverts avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 peuvent se prévaloir de l'application prospective. L'adoption de ces modifications a eu comme effet de diminuer le bénéfice net de 65 000 \$ et n'a eu aucune incidence sur le bénéfice par action pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2004.

#### Placements

Le 1<sup>er</sup> février 2004, la société a cessé d'être en mesure d'exercer une influence notable sur sa société satellite Star Airlines S.A. [«Star»]. Par conséquent, le placement dans Star a été comptabilisé à sa valeur d'acquisition à partir de cette date. Toujours à partir du 1<sup>er</sup> février 2004, les dividendes reçus par la société seront portés en déduction de la valeur de son placement dans Star

dans la mesure où leur montant cumulé excède la quote-part de la société du total des bénéfices réalisés ultérieurement par Star. Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004, la société a reçu un dividende de 880 000 € [1 416 000 \$] dont 694 000 € [1 116 000 \$] a été comptabilisé aux résultats et 186 000 € [300 000 \$] a été porté en réduction du placement dans Star, inclus dans la rubrique «Autres actifs». Auparavant, le placement était comptabilisé selon la méthode de la valeur de consolidation.

### Note 3

#### Espèces et quasi-espèces

|   | Au 31 juillet<br>2004<br>\$ | Au 31 octobre<br>2003<br>\$ |
|---|-----------------------------|-----------------------------|
| Espèces et quasi-espèces                  | 368 662                     | 242 952                     |
| Espèces en fiducie ou autrement réservées | 122 314                     | 106 173                     |
|   | 490 976                     | 349 125                     |

Les espèces en fiducie ou autrement réservées représentent des fonds reçus de clients pour lesquels les services n'avaient pas été rendus.

### Note 4

#### Débetures

Le 6 avril 2004, D.M.C. Transat inc. [«DMC»] a émis une débeture au montant de 3 156 000 \$ au Fonds de Solidarité FTQ, un actionnaire minoritaire, portant intérêt au taux de 6 % en relation avec l'acquisition de Jonview Corporation [«Jonview»] [voir note 8]. La débeture est remboursable en un seul versement en septembre 2009 en espèces ou en actions de la société au gré de cette dernière. La débeture est également rachetable par anticipation au gré de DMC à partir d'avril 2007 moyennant une prime procurant au détenteur un rendement de 9 % depuis l'émission, compte tenu des intérêts annuels déjà versés et comptabilisés au taux de 6 %.

Les composantes initiales passif et capitaux propre de la débeture s'établissaient respectivement à 802 000 \$ et 2 354 000 \$. Au 31 juillet 2004, les composantes passif et capitaux propres de la débeture s'établissaient respectivement à 764 000\$ et 2 392 000 \$.

### Note 5

#### Capital-actions

##### a) Capital-actions

##### Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires.

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

##### Émis et en circulation

|                                     | Période de neuf (9) mois<br>terminée le 31 juillet 2004 |              |
|-------------------------------------|---|--------------|
|                                     | Nombre d'actions  | Montant (\$) |
| <b>Actions ordinaires</b>           |   |              |
| Solde au 31 octobre 2003            | 32 863 553  | 111 247      |
| Levées d'options                    | 785 498   | 5 469        |
| Émission d'actions de la trésorerie | 44 047  | 604          |
| Exercice de bons de souscription    | 22 750  | 220          |
| Conversion de débetures             | 1 484   | 13           |
| Rachat d'actions                    | (5 000)   | (17)         |
| Solde au 31 juillet 2004            | 33 712 332  | 117 536      |

## Rachats d'actions

La société a déposé, pour une période de douze mois débutant le 15 juin 2004, une offre publique de rachat dans le cours normal de ses affaires. Cette offre vise, entre autres, de racheter pour fins d'annulation jusqu'à un maximum de 1 662 847 actions ordinaires de la société, représentant environ 5 % des actions ordinaires émises et en circulation à la date du dépôt de l'offre. Les actions seront rachetées au cours du marché plus les frais de courtage.

Au cours des périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2004, la société a racheté et annulé, dans le cadre de son offre de rachat, 5 000 actions ordinaires pour une contrepartie en espèces nette de 90 000 \$.

## b) Options

### Options émises et en circulation

|  | Période de neuf (9) mois terminée le 31 juillet 2004 |                         |
|--|--|-------------------------|
|  | Nombre d'options                                     | Prix moyen pondéré (\$) |
| Solde au 31 octobre 2003                         | 2 281 666  | 6,75                    |
| Attribuées                                       | 161 500  | 15,68                   |
| Exercées   | (785 498)  | 6,96                    |
| Annulées   | (95 947)   | 7,33                    |
| Solde au 31 juillet 2004                         | 1 561 721  | 7,52                    |
| Options pouvant être exercées au 31 juillet 2004 | 909 838  | 8,30                    |

### Charge de rémunération liée au régime d'options d'achat d'actions

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2004, la société a octroyé 161 500 options d'achat d'actions ordinaires à certain de ses employés clés et à ses administrateurs. Le modèle d'évaluation Black-Scholes a été employé pour estimer la juste valeur moyenne des options à la date de leur attribution. La société a comptabilisé une charge correspondante de 65 000 \$ au cours des périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2004.

Les hypothèses utilisées et la juste valeur moyenne pondérée des options à la date d'attribution pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2004 se présentent comme suit :

|   |         |
|---|---------|
| Taux d'intérêt sans risque                            | 4,82 %  |
| Durée de vie prévue                                   | 6 ans   |
| Volatilité prévue                                     | 56 %    |
| Rendement en dividende                                | 0 %     |
| Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution | 8,99 \$ |

### Information pro forma sur la juste valeur des options d'achat d'action

Avant le 1<sup>er</sup> novembre 2003, la société comptabilisait les options attribuées en vertu de son régime d'options d'achat d'actions à titre d'opérations portant sur les capitaux propres. Le tableau suivant présente l'incidence qu'aurait sur les états financiers de la société si celle-ci avait comptabilisé les options attribuées entre le 1<sup>er</sup> novembre 2002 et le 31 juillet 2003 au moyen de la méthode de la juste valeur. Les données pro forma ne donnent pas effet aux options d'achat d'actions attribuées avant le 1<sup>er</sup> novembre 2002.

## Information pro forma sur la juste valeur des options d'achat d'action

(suite)

|   | Période de trois (3) mois<br>terminée le 31 juillet<br>2003<br>\$ | Période de neuf (9) mois<br>terminée le 31 juillet<br>2003<br>\$ |
|---|---|--|
| Perte nette                                   | 10 088  | 1 686  |
| Ajustement – Rémunération<br>à base d'actions | 72  | 76   |
| <b>Perte nette pro forma</b>                  | <b>10 160</b>   | <b>1 762</b>   |
| Perte par action pro forma                    | 0,34  | 0,13   |
| Perte diluée par action pro forma             | 0,34  | 0,13   |

### c) Résultat par action

Les bénéfices (pertes) par action de base et les bénéfices dilués (pertes diluées) par action ont été calculés comme suit pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 31 juillet 2004 et 2003 :

|   | Périodes de trois (3) mois<br>terminées les 31 juillet |                 | Périodes de neuf (9) mois<br>terminées les 31 juillet |                |
|---|--|-----------------|---|----------------|
|   | 2004<br>\$   | 2003<br>\$      | 2004<br>\$  | 2003<br>\$     |
| <b>Numérateur</b>   |  |                 |   |                |
| Bénéfice net (perte nette)  | 12 823   | (10 088)        | 61 083  | (1 686)        |
| Intérêts sur débiteures<br>convertibles   | (823)  | (868)           | (2 417)   | (2 425)        |
| Bénéfice (perte) attribuable<br>aux actionnaires ordinaires   | 12 000   | (10 956)        | 58 666  | (4 111)        |
| Intérêts sur débiteures<br>convertibles   | 823  | —               | 2 417   | —              |
| Intérêts sur débiteures<br>pouvant être réglées en<br>actions ordinaires  | 33   | —               | 77  | —              |
| <b>Bénéfice (perte) servant<br/>au calcul du résultat dilué<br/>par action</b>  | <b>12 856</b>  | <b>(10 956)</b> | <b>61 160</b>   | <b>(4 111)</b> |
| <b>Dénominateur</b>   |  |                 |   |                |
| Nombre moyen pondéré<br>d'actions en circulation  | 33 458   | 32 811          | 33 185  | 32 773         |
| Débiteures convertibles   | 5 841  | —               | 5 841   | —              |
| Débiteures pouvant être<br>réglées en actions ordinaires  | 315  | —               | 256   | —              |
| Options d'achat d'actions   | 1 052  | —               | 982   | —              |
| Bons de souscription  | 887  | —               | 781   | —              |
| <b>Nombre moyen pondéré<br/>d'actions en circulation<br/>ajusté servant au calcul<br/>du bénéfice dilué<br/>(perte diluée) par action</b> | <b>41 553</b>  | <b>32 811</b>   | <b>41 045</b>   | <b>32 773</b>  |
| Bénéfice (perte)<br>de base par action  | 0,36   | (0,33)          | 1,77  | (0,13)         |
| <b>Bénéfice dilué (perte diluée)<br/>par action</b>   | <b>0,31</b>  | <b>(0,33)</b>   | <b>1,49</b>   | <b>(0,13)</b>  |

Aux fins du calcul de la perte diluée par action pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2003, les débetures convertibles, les débetures pouvant être réglées en actions et les bons de souscription n'ont pas été pris en compte en raison de leur effet antidilutif. L'incidence potentielle de ces titres sur le dénominateur est de 7 846 413 actions pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2003 et de 7 753 897 actions pour la période de neuf mois terminée à la même date. Étant donné les pertes enregistrées pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2003, les 2 525 478 options d'achat d'actions ordinaires en circulation ont été exclues du calcul en raison de leur effet antidilutif.

#### **Note 6**

##### **Débetures convertibles**

La société, selon son offre de rachat débutant le 15 juin 2004 [voir note 5], entend racheter pour fins d'annulation jusqu'à un maximum de 2 554 600 \$ de débetures convertibles de la société, représentant environ 5 % des débetures convertibles flottantes à la date du dépôt de l'offre. Les débetures convertibles seront rachetées au cours du marché plus les frais de courtage.

Au cours des périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2004, la société, dans le cadre de son offre de rachat, n'a racheté et annulé aucune débenture convertible.

#### **Note 7**

##### **Coûts de restructuration**

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2003 et à la suite de l'élaboration d'un programme de restructuration, la société a procédé à des changements au niveau de sa structure de gestion ainsi qu'à une réorganisation qui touchait la nature et le dosage de ses activités en France et au Canada. Les coûts de restructuration relativement à ce programme ont été comptabilisés au cours de ce même exercice.

Le solde au 31 octobre 2003 de la provision de restructuration s'établissait à 6 104 000 \$. Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004 la société a effectué des déboursés totalisant 3 962 000 \$; ramenant ainsi le solde de la provision à 2 142 000 \$ au 31 juillet 2004.

## Note 8

### Acquisitions

#### Jonview

Le 8 avril 2004, une filiale de la société a acquis, en partenariat avec le Fonds de Solidarité FTQ, le solde des actions en circulation (50 %) de Jonview, un voyageur réceptif, pour une contrepartie totale de 12 771 000 \$, incluant des frais d'acquisition de 113 000 \$. Un montant en espèces de 9 593 000 \$ a été versé à la clôture de la transaction et le solde de 3 065 000 \$ sera déboursé en espèces en trois versements échelonnés jusqu'en septembre 2006. La portion de l'actionnaire minoritaire a été financée, en partie, par l'émission d'une débenture [voir note 4]. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple. Les résultats de Jonview ont été consolidés à compter de la date d'acquisition. Avant cette date, les résultats étaient comptabilisés selon la méthode de la consolidation proportionnelle. À l'issue de ces transactions, la participation de la société dans Jonview est maintenant de 80,1 %.

#### Tourgreece S.A.

Le 10 juin 2004, la société a acquis une participation additionnelle de 50% dans Tourgreece S.A. («Tourgreece»), un voyageur réceptif, pour une contrepartie en espèces de 1 797 000 € [2 954 000 \$], incluant des frais d'acquisition de 219 000 € [354 000 \$]. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple en plusieurs étapes et les résultats de Tourgreece ont été consolidés à ceux de la société à compter de la date d'acquisition. L'écart d'acquisition total résultant des deux transactions d'acquisition s'élève à 6 996 000 \$. Avant cette date, les résultats étaient comptabilisés selon la méthode de la valeur de consolidation.

À l'issue de cette transaction, la participation de la société dans Tourgreece est maintenant de 90 %. En vertu de l'entente, la société bénéficie d'une option d'achat relativement à l'acquisition du solde des actions qu'elle peut exercer en tout temps avant 2011.

Les acquisitions d'entreprises se résument comme suit :

|  | Jonview | Tourgreece | Total  |
|--|---------|------------|--------|
|  | \$      | \$         | \$     |
| <b>Éléments d'actif acquis</b>                     |         |            |        |
| Espèces et quasi-espèces                           | 1 623   | 2 141      | 3 764  |
| Actif d'exploitation à court terme<br>hors caisse  | 1 635   | 963        | 2 598  |
| Immobilisations                                    | 798     | 43         | 841    |
| Écart d'acquisition                                | 11 956  | 3 338      | 15 294 |
|  | 16 012  | 6 485      | 22 497 |
| <b>Éléments de passif assumés</b>                  |         |            |        |
| Passif d'exploitation à court terme<br>hors caisse | 3 033   | 3 531      | 6 564  |
| Dette à long terme                                 | 208     | —          | 208    |
|  | 3 241   | 3 531      | 6 772  |
| Actif net acquis à la juste valeur                 | 12 771  | 2 954      | 15 725 |



**Note 9****Informations sectorielles**

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états consolidés des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement au Canada et en Europe.

|  | Période de trois (3) mois<br>terminée le 31 juillet 2004 |                           |             | Période de neuf (9) mois<br>terminée le 31 juillet 2004 |                           |             |
|--|--|---------------------------|-------------|---|---------------------------|-------------|
|  | Canada<br>\$   | France<br>et autres<br>\$ | Total<br>\$ | Canada<br>\$  | France<br>et autres<br>\$ | Total<br>\$ |
| Revenus  | 355 176  | 143 942                   | 499 118     | 1 348 549   | 383 993                   | 1 732 542   |
| Dépenses d'exploitation                                  | 322 873  | 148 125                   | 470 998     | 1 207 058   | 401 078                   | 1 608 136   |
|  | 32 303   | (4 183)                   | 28 120      | 141 491   | (17 085)                  | 124 406     |
| Amortissement  | 5 619  | 1 007                     | 6 626       | 22 231  | 3 330                     | 25 561      |
| Acquisition<br>d'immobilisations                         | 5 267  | —                         | 5 267       | 13 429  | 1 083                     | 14 512      |
| Immobilisations et<br>écart d'acquisition <sup>[1]</sup> |  |                           |             | 128 630   | 53 578                    | 182 208     |

|  | Période de trois (3) mois<br>terminée le 31 juillet 2003 |                           |             | Période de neuf (9) mois<br>terminée le 31 juillet 2003 |                           |             |
|--|--|---------------------------|-------------|---|---------------------------|-------------|
|  | Canada<br>\$   | France<br>et autres<br>\$ | Total<br>\$ | Canada<br>\$  | France<br>et autres<br>\$ | Total<br>\$ |
| Revenus  | 289 628  | 154 493                   | 444 121     | 1 265 964   | 426 055                   | 1 692 019   |
| Dépenses d'exploitation                                  | 283 355  | 158 235                   | 441 590     | 1 205 212   | 439 031                   | 1 644 243   |
|  | 6 273  | (3 742)                   | 2 531       | 60 752  | (12 976)                  | 47 776      |
| Amortissement  | 8 226  | 1 408                     | 9 634       | 26 223  | 4 899                     | 31 122      |
| Acquisition<br>d'immobilisations                         | 630  | 1 511                     | 2 141       | 7 370   | 4 431                     | 11 801      |
| Immobilisations et<br>écart d'acquisition <sup>[2]</sup> |  |                           |             | 128 816   | 42 607                    | 171 423     |

[1] Au 31 juillet 2004.

[2] Au 31 octobre 2003.

**Garanties**

Dans le cours normal de ses affaires, la société a conclu des ententes dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations telles que contrats de location-exploitation, lettres de crédit irrévocables et contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements tels que non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, perte ou endommagement de biens, réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et passif environnemental.

Les notes 9, 10, 11, 13 et 20 des états financiers vérifiés 2003 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

**Contrats de location-exploitation**

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2028. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

**Lettres de crédit irrévocables**

La société a signé des lettres de crédit irrévocables avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces lettres de crédit, la société garantit le paiement de certains services touristiques, tels que chambres d'hôtel, qu'elle s'est engagée à payer, peu importe qu'elle les vende ou non. Ces ententes, qui portent sur des blocs de services touristiques considérables, sont généralement émises pour un an et sont renouvelables. La société a également remis aux organismes provinciaux de réglementation de l'Ontario et de la Colombie-Britannique des lettres de crédit garantissant certaines sommes à ses clients pour l'exécution de ses obligations. Au 31 juillet 2004, les garanties totales données par la société en vertu de ces lettres de crédit s'élevaient à 20 934 000 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces lettres de crédit.

**Contrats de cautionnement**

La société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 juillet 2004, le montant total de ces garanties s'élevait à 1 045 000 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes.

Au 31 juillet 2004, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.